

L'ARRIVÉE des socialistes au pouvoir coïncide avec de graves difficultés (commerciales, techniques, industrielles ou financières) pour l'ensemble des sociétés (CII-HB, SEMS, CITEC, LOGABAX) issues de la restructuration de la branche informatique, voulue par Giscard en 1976 et marquée par l'échec des objectifs de rentabilisation assignés à cette politique.

Mais il serait inexact de considérer cette crise comme la simple répétition des crises qui ont secoué « l'informatique française » en 1963 (« affaire Bull ») et en 1975 (« échec du plan calcul et démantèlement de la CII ») et de l'interpréter uniquement comme une nouvelle attaque contre le « potentiel informatique national » livré à l'étranger par de méchants actionnaires.

Les enjeux

L'âpreté de l'affrontement entre les PDG de Saint-Gobain et de CII-HB est

le signe que les enjeux de cette affaire dépassent la simple accentuation de l'internationalisation du capital dans la branche informatique. Les conditions de l'économie mondiale ne sont plus celles de 63 et de 76, la crise mondiale met à l'ordre du jour une restructuration fondamentale de l'appareil de production conforme aux choix de spécialisation internationale et à la redistribution des cartes entre états, puissances et firmes.

Du fait de la crise, le développement de l'électronique et de l'informatique change de statut. Il ne s'agit plus simplement de se placer sur des marchés situés dans le prolongement de la grande et de la moyenne informatique, dans le sens d'une diversification technique par adjonction de la mini-informatique ou l'exploitation d'un nouveau créneau de marché particulièrement prometteur comme la bureautique, mais de se préparer en contrôlant la filière électronique aux échéances décisives de la bataille interimpérialiste (Europe, USA, Japon) de la décennie 1980-90.

D'après « Business Week » le marché mondial de l'informatique qui a atteint 50 milliards de dollars en 1981 montera à 150 milliards de dollars en 1985.

La part de la « grande et moyenne informatique » dans cet immense gâteau va avoir, du fait de la relative saturation des besoins, tendance à stagner, avec un taux de croissance annuel de 10 à 14% ; par contre la « nouvelle informatique » annoncée par le rapport NORA-MINC (mini, micro, bureautique, télématique, etc.) a d'ores et déjà un taux de croissance annuel de plus de 30%.

Des champions du capital industriel comme Saint-Gobain volent dans ces marchés en formation la possibilité de redéployer le capital accumulé dans des secteurs plus traditionnels soumis à la stagnation (Vitrage, canalisation et mécanique, isolation, fibres-ciment, papier-bois, réfractaires, etc.) et de dégager de nouveaux espaces de valorisation, par transfert brutal des forces productives d'un secteur à un autre. Depuis plus de deux ans Saint-Gobain avance ses pions et met patiemment en place son puzzle. La crise des sociétés de la branche informatique et la perspective de la nationalisation de ces sociétés ainsi que celle de sa propre nationalisation, ouverte par l'élection du 10 mai, a obligé Saint-Gobain à transformer sa lente partie de GO en une partie de Monopoly plus rapide mais plus brutale. Il s'agit tout à la fois de rendre irréversible son contrôle sur la filière électronique avant la nationalisation et de se signifier au gouvernement que pour un grand groupe financier une nationalisation n'est tolérable que si elle a exclusivement le contenu d'une restructuration et d'un redéploiement capitaliste. C'est-à-dire la conquête du marché mondial de l'informatique à



partir d'une base nationale et européenne. Les affaires BULL, CII, et aujourd'hui la révocation spectaculaire par le capital du PDG de CII-Honeywell-Bull sont d'abord la sanction de l'échec du développement d'une firme informatique sur une base principalement nationale et du ratage des différents plans calcul qui ont suivi mais aussi rançon de l'irréalisme de ceux qui croient encore qu'il serait possible à partir d'une économie nationale d'échapper aux contraintes et à la logique de l'économie mondiale. C'est oublier qu'IBM domine le marché mondial de l'informatique et conserve malgré tous les plans calcul et marchés d'état réservés, 60% du marché français.

Différents gouvernements se sont épuisés en finançant à fonds perdus le mythe d'une Informatique française indépendante, pour le plus grand profit des firmes multinationales et à chaque étape il y a eu échec et dépendance accrue de la branche informatique. CII-HB malgré plus de 5 milliards de francs de subventions gouvernementales se trouve aujourd'hui dans une situation de dépendance : dépendance technologique, dépendance industrielle, dépendance économique, dépendance financière ; au moment où un retournement de cycle sur le marché des mini-ordinateurs rend sa rentabilité plus que douteuse. C'est d'abord cette réalité que traduit la révocation de J.P. Brulé : un capital essouffé et affaibli n'a pas d'autre choix que celui de se plier aux nécessités de la reproduction du capital dominant. La même loi s'est appliquée à Logabax.

Quelle nationalisation

Les victoires électorales du 10 mai et du 21 juin n'ont pas par un coup de baguette magique aboli l'économie capitaliste. Mais ce qui a semblé bizarre à plus d'un c'est que le pouvoir des actionnaires ait pu continuer à s'exercer comme s'il n'y avait aucune perspective de nationalisation. Ou alors c'est que la nationalisation est susceptible d'abriter des projets économiques et dynamiques sociaux contradictoires.

Bibliographie sommaire

— Jean Auger (UPSM-CFDT) « Une stratégie ouvrière offensive dans l'affaire "Bull" » 1964

— Georges Viellard « L'affaire Bull ». Librairie Chaix 1969.

— Front de Solidarité Indochine : « Génocide électronique et firmes multinationales. Un exemple : Honeywell ». Maspéro 1972.

— Jean-Michel Treille. « L'économie mondiale de l'ordinateur ». Le Seuil 1973.

— « Informatique : la CII en question ; des militants parlent ». Imprimerie spéciale 1976.

— Fédération générale de la métallurgie et CFDT. « Bull-CII ». Brochure Atelier confédéral CFDT 1976.

— J.M. Quatrecpoint, J. Jublin. « French ordinateurs ». Alain Moreau 1976.

— Michel Aglietta : « Régulation et crises du capitalisme ». Calmann-Lévy 1976.

— Anicet le Fors. « Les béquilles du capital ». Le Seuil 1977.

— Simon Nora, Alain Minc. « L'informatisation de la société ». Le Seuil 1978.

— J.H. Lorenzi, E. Le Boucher. « Mémoires volées ». Ramsay 1979.

— Syndex. « Rapport au CCE CII-HB ». 1979.

— P. Mottard. « La politique industrielle de l'état français dans le secteur de l'informatique ; de la démission à la soumission ». Mémoire. Faculté de droit et de sciences économiques de Nice 1980.

— Saint-Gobain. « plaquette aux actionnaires 1981 ».

— P. Dupire (cabinet Masson) « De la téléphonie à la télématique : problèmes industriels de l'électronique ». 1979

— une place enviée dans la concurrence internationale et l'impératif de compétitivité en partant de la maîtrise « nationale de la filière » : un Renault de l'informatique sous l'égide de Saint Gobain.

— l'intervention de l'Etat pour renationaliser le capital : une EDF de l'informatique accompagnée d'un fort contrôle syndical. Cette maîtrise de l'informatique pour « produire français » sème l'illusion qu'un capital national peut échapper aux contraintes de la valorisation et laisse entière les questions des droits et du statut des travailleurs ainsi que celle de l'éclosion d'une autre informatique indépendante du marché mondial.

— si la maîtrise de la « filière électronique par sa nationalisation cesse d'être un but mais un moyen ; elle peut devenir le point de départ d'une dynamique de défense et de mobilisation des salariés de la branche informatique et des informaticiens. La brèche ainsi ouverte dans le pouvoir du capital (français ou international) et dans la logique du profit permettrait sans doute de produire les ordinateurs dans d'autres conditions (autrement) et d'envisager le développement dans le cadre d'une planification démocratique d'une informatique faite pour les besoins et non plus pour le profit.

La révocation

Vendredi 3 juillet 1981 à 17 h avenue Gambetta au 94, pas très loin du cimetière du Père Lachaise au 5^e étage d'un Immeuble qui ressemble à un navire et qui aurait pu être celui de « l'imprécateur » cher à R.V. Pilhes, dans le cœur historique de la « Bull », s'ouvre la séance extraordinaire du conseil d'administration de la Compagnie CII-Honeywell-Bull. Ce conseil a été convoqué, d'urgence, deux jours plutôt par un télégramme des deux représentants de l'actionnaire majoritaire : Roger Fauroux le PDG de Saint-Gobain et le directeur de la politique industrielle Francis Mer.



A l'origine de la situation actuelle : 1964 la 1^{ère} affaire Bull

Les débuts des fabricants français d'ordinateurs datent de 1953. Ils sont liés au lancement du Gamma 3, matériel Bull qui sera vendu à plus de 1 000 exemplaires, et à l'introduction de la famille des calculateurs CAB de la SEA.

Ainsi, d'entrée de jeu, la Compagnie des machines Bull se place parmi les principaux constructeurs de l'époque. Ayant cédé à affaibli BM sur le marché de la mécanographie, Bull dispose alors d'excellentes équipes de techniciens et d'un solide réseau commercial, en particulier en Europe. En 1961, 20% des recettes sont assurés par les calculateurs. Malgré ces débuts prometteurs, la Compagnie va rencontrer les difficultés :

— tout d'abord, l'expansion du groupe, qui est sous contrôle familial, soulève des questions d'organisation et de gestion qui ne sont pas résolues ;

— en second lieu, elle ne sait pas exploiter le résultat de ses recherches dans le cadre d'une stratégie d'entreprise, c'est-à-dire d'une politique dont l'objectif essentiel est la conquête du marché. Ainsi, le lancement du « Gamma 60 », en 1958, est un échec, 14 installations seront mises en service. Pourtant cette machine est très perfectionnée, en avance sur son temps. Le groupe IBM comprendra fort bien la leçon, proposant les machines IBM 7070, IBM 7074, d'emploi plus facile et moins coûteuses, et il s'appropriera le marché qui s'offrait tout naturellement à Bull.

Marquée par la faillite du Gamma 60, ayant du mal à concurrencer les nouveaux matériels IBM tel le 1401, la Compagnie Bull essaiera de redresser la situation en prenant des licences RCA. Des erreurs commerciales, les difficultés de gestion créeront d'autres problèmes. Enfin, la Société n'a pas bien estimé les conséquences financières d'un véritable accès au marché des ordinateurs. Il ne suffit pas de fabriquer les matériels, encore faut-il financer les stocks de machines qui seront loués. Quand l'expansion s'accélère, le nombre des nouvelles locations l'emporte sur le nombre des anciennes, et le poids des charges financières augmente sans bénéfice immédiat.

Contrôlant près de la moitié du marché français, disposant d'un important réseau à l'étranger, Bull ne recevra aucun des appuis des pouvoirs publics qui auraient pu favoriser sa croissance.

Toutes ces leçons seront comprises, mais trop tard. En 1964, après un an de négociations, et l'étude plus ou moins approfondie de plusieurs solutions, le gouvernement français autorise General Electric à prendre le contrôle de

Bull. Il ne faut pas se méprendre, nous n'assistons pas à la naissance d'une firme multinationale avec un partage équilibré des responsabilités en faveur de chacun des partenaires. Une société française est à « deux doigts de la faillite ». Aucune autre solution ne pouvant être mise au point et en particulier une solution française, l'ancien empire de Bull devient, tout en gardant des caractéristiques françaises liées à son histoire, la simple filiale d'un groupe américain.

Suivant les termes de l'accord signé le 23 juillet 1964, la Compagnie des machines Bull se transforme en une société financière qui dispose d'intérêts dans plusieurs filiales communes avec General Electric. Deux d'entre elles verront effectivement le jour :

— Bull-General Electric (51% machines Bull, 49% General Electric),

— la Société industrielle Bull-General Electric (51% General Electric, 40% machines Bull).

En 1967, la Compagnie des machines Bull ne suit pas les augmentations de capital effectuées dans ses deux filiales. General Electric assure la totalité du financement et porte ses participations dans chacune d'entre elles à 66%. Désormais, les usines françaises fabriquent sous licence des ordinateurs moyens du type GE-400, tout en assurant le succès des matériels d'origine Bull, tel le Gamma 10. Enfin, les recherches sont coordonnées dans le cadre de la politique de General Electric.

General Electric et Honeywell Inc. annoncent, le 20 mai 1970, un accord portant sur le regroupement de leurs activités dans le domaine des ordinateurs au sein d'une même société. Le capital est réparti en faveur d'Honeywell qui détient 81,5% des actions, contre 18,5% pour General Electric.

En conséquence, et sous réserve de l'accord du gouvernement français, les intérêts dont dispose General Electric dans le groupe Bull sont censés rentrer dans le giron d'Honeywell. Désirant profiter des possibilités offertes par le départ de General Electric, les administrations françaises étudieront des solutions de remplacement. La compagnie ICL sera invitée à participer à une tentative de rachat en liaison avec le groupe Thomson ; ce sera peine perdue.

Finalement, le ministère des Finances donnera l'autorisation qui permet le transfert des participations de General Electric à Honeywell.

L'économie mondiale de l'ordinateur
J.M. Treille — éd. du Seuil.

Le couloir de la « Direction Générale » où donne la salle du conseil est curieusement flanqué aux deux bouts de deux lourdes portes de fer coulissantes, sans doute mises là pour assurer la « sécurité » de l'état-major de CII-Honeywell-Bull, mais pour celui qui veut regarder la signification psychologique de la situation c'est bien dans un bunker que l'on pénètre. Sur les portes des bureaux s'inscrivent les noms des directeurs et de leurs secrétaires et en particulier encore pour quelques instants celui de Jean-Pierre Brulé. 13 ans plus tôt ce polytechnicien un peu guindé, mais sûr de sa légitimité, s'y installait pour ne plus en sortir.



accorde à une solution Saint-Gobain dans l'affaire Logabax. Brulé y vide son sac. Il révèle que Saint-Gobain veut non seulement le mettre à la porte, mais aussi « démanteler » l'entreprise en s'attaquant aux projets bureautique. Il soutient ouvertement la perspective de la nationalisation en demandant qu'elle se fasse au plus tôt. A 14 h 30 le « Monde » paraît avec en pleine page le réquisitoire public de J.M. Quatrepoint « Saint-Gobain demande la démission de J.P. Brulé » le quel fait immédiatement savoir qu'il ne démissionnera pas.

C'est une ironie de l'histoire que ce journaliste qui a été le talentueux romancier des coups portés (six ans plus tôt) par Brulé pour tuer la CII (« French ordinateurs » Ed. Ramsay) se soit identifié à « l'informatique française » au point d'en devenir l'acteur ; dans le rôle du redresseur de torts. L'émotion parmi les plus anciens des cadres de la Bull est immense. Ils se sentent orphelins. Tandis que le reste du personnel s'inquiète des projets de Saint-Gobain.

Mercredi et jeudi, Brulé qui joue sur le report du conseil et sur l'intervention du gouvernement, organise la contre-attaque, communiqués offensifs, réponse documentée dans le « Monde », pétition de soutien organisés avec le concours de la hiérarchie, réunion d'adieu aux armes salle Jacques Caillès (le PDG de la 1^{ère} affaire Bull), la CGC envisagea même une manifestation au ministère de l'industrie.

La hâte suspecte

Roger Fauroux rose et sûr de lui prend la parole : « Les actionnaires jugent la gestion du président déficiente, le dérapage permanent est inquiétant. Le nœud du problème se situe à l'usine d'Angers ; le gonflement des stocks y atteint 2,735 milliards soit les 2/3 du chiffre d'affaire et provoque un gonflement des frais financiers qui se montent à 7% du chiffre d'affaire. On constate une insuffisante rentabilité et une dégradation inquiétante des marges ». Il

conclut « Une société meurt de ses dettes » « je n'ai plus confiance dans M. Brulé ». Il expose que Brulé voulait par excès d'ambition faire de CII-HB un « IBM au petit pied sans en avoir les moyens » qu'au contraire avec l'aide de ses actionnaires qui souhaitent un PDG « transparent » CII-HB doit chercher sa voie avec d'autres partenaires (HIS, Olivetti, Eurotechnique, etc.) dans l'architecture des réseaux, les

Un nouvel échec 1976 : la fin du plan calcul

Au milieu des années 60 on assiste à un revirement dans la politique française. La force de frappe rend nécessaire la constitution d'une informatique non soumise au bon vouloir des Américains.

• Le premier plan calcul (1967-1971).

Il décide la création d'une société nationale : la Compagnie Internationale pour l'Informatique (CII), constituée à partir de deux entreprises existantes, l'une du groupe CGE, l'autre du groupe Schneider. La dot n'est pas mince puisque l'Etat, en plus de sa participation au capital, verse 580 millions sous forme de marchés d'études et de prêts. Les résultats ne furent pas à la mesure des ambitions de ce plan, trop vite conçu et peu réaliste. La CII, à la fin du plan ne dévient qu'une part très limitée du parc français d'ordinateurs (7,5%). Personne n'a vraiment joué un jeu, qui, par ailleurs, était techniquement très difficile.

• Le second plan calcul (1971-1975).

Il prend acte de l'échec partiel de son prédécesseur et décide de la création d'un consortium européen de l'informatique : Unidata, qui regroupe l'Allemand Siemens, le Néerlandais Philips et la CII. Le reste est plus traditionnel : l'Etat débourse 604 MF (millions de francs) de marchés d'études et de développement et 220 MF de prêts publics. Les résultats sont plus satisfaisants (10% du parc), mais personne n'en a plus cure, ce n'est déjà plus le problème.

• La fin du plan calcul et le démantèlement de la CII

Le troisième acte commence par

logiciels de système, tout ce qui concerne le traitement du texte et de la voix. Pendant que les pétitions qu'il a inspirées continuent d'être apportées de minute en minute par sa secrétaire, J.P. Brulé, qui en quelques instants à pris dix ans d'âge, tente de présenter sa défense. Il stigmatise la hâte suspecte avec laquelle a été convoqué le conseil. Il voit la cause de son renvoi dans la résistance qu'il a opposé aux tentatives de Saint-Gobain d'amputer CII-HB dans des domaines d'activité présents ou potentiels et pour preuve le refus des actionnaires de procéder

Un conseil extraordinaire

L'ordre du jour est clair : « Remplacement du président directeur général et modification de la composition du conseil d'administration ».

Le conseil est composé de onze membres ; deux pour Saint-Gobain, quatre américains pour His qui dispose de la minorité de blocage, deux représentants du gouvernement, dont le directeur de la Dieli, nommés sous le gouvernement Barre, deux représentants de l'ancienne compagnie des machines Bull l'ancêtre Delaage, dont le rôle consiste une fois par an à proposer le réajustement du salaire du président, et M. Davous ancien directeur des études à la Bull et enfin le président J.P. Brulé. Assistent aussi à la séance mais sans voix délibérative 4 représentants du personnel, un homme du contrôle budgétaire pour le point financier, un homme du juridique pour le droit des sociétés. Il faut 6 voix pour obtenir l'éviction du PDG. Honeywell a fait savoir deux jours plus tôt que le « management » était d'accord avec Saint-Gobain. Sauf événements de dernière minute, les jeux sont faits. Pourtant les visages sont serrés tout en restant contenus. La semaine qui vient de s'écouler donne à la séance l'intensité dramatique d'une mise à mort. Seul J.P. Brulé ne s'habitue pas encore à cette idée, dans son esprit au delà des gouvernements il reste l'incarnation de l'informatique française. Saint-Gobain pour lui fait figure d'usurpateur.

Une semaine folle

Lundi 29 juin en fin d'après-midi R. Fauroux téléphone à Brulé pour lui demander sa démission et lui donne deux jours pour donner sa réponse. Mardi 30 juin, Brulé qui sent la fin a réuni son conseil (le Comité Central d'Entreprise) à la fois pour se justifier devant l'histoire et inciter les syndicats à organiser la résistance, alors que la presse du matin annonce que le ministère de l'industrie a donné son

à des augmentations de capital. Il ajoute que M Fauroux met aujourd'hui à exécution un plan arrêté de longue date pour lequel il a trouvé des conditions favorables dans le changement de contexte politique et qu'il cherche aujourd'hui à prendre de vitesse les pouvoirs publics. Il conclut sur la fierté du devoir accompli durant 11 années de présidence et jette à la figure de Saint-Gobain son « éthique »

gnie des machines Bull « c'est un problème d'hommes » et trois abstentions celle de Brulé et les deux représentants du gouvernement qui répéteront la phrase qui leur avait été dictée ; « c'est un problème de gestion interne à l'entreprise qui concerne les actionnaires et vis-à-vis duquel le gouvernement désire rester neutre »

C'est fini, chacun tente de sourire, une nouvelle page de « l'informatique française » est tournée.

Le Monde daté du dimanche lundi publiait le lendemain sur toute une page une notice nécrologique signée Jean-Michel Quatrepoint.

Le PDG se prend les pieds dans le tapis

Pourtant, il y a plus d'un an, le 7 mai 1980, une brillante réception réunissait au « Pré Catelan » en présence de trois ministres, tout le gotha de l'informatique pour célébrer l'éclatante réussite de CII-HB et glorifier la politique industrielle de Giscard. Raymond Barre y prononça un discours grave et sentencieux où il était question du « succès industriel remarquable » du « Jalon essentiel dans la politique économique du gouvernement qui tend au développement d'entreprises compétitives et solides... » « du sens profond de la direction des hommes, sans lequel il n'y a pas d'œuvre collective ».

L'année terrible

Ce succès fêté au Pré Catelan était largement superficiel : la création de CII-HB par la volonté du gouvernement en 76 reposait sur une ambiguïté. On lui assignait des objectifs de rentabilité et de compétitivité mais en même temps une convention signée pour 4 ans avec le gouvernement lui attribuait 1 milliard, 325 millions de subvention, 4 milliards de marchés réservés dans l'administration. Et surtout l'entreprise captait à son profit la croissance spectaculaire du marché de l'informatique qui avait suivi les baisses de prix d'IBM. En dépit de cette volonté de promouvoir à tout prix dans la presse et sur les médias une image de marque prestigieuse, au mois de mai 80 les difficultés s'accumulaient depuis plusieurs mois. Jean-Pierre Brulé avait beau incriminer successivement différents facteurs extérieurs : un développement du marché imprévisible, une pénurie mondiale sur le marché des composants ; une crise industrielle majeure se développait à l'usine d'Angers. Embouteillée, submergée par les commandes et par les différentes productions, l'usine était totalement désorganisée. Durant toute l'année 80 l'entreprise fut incapable de satisfaire la demande croissante des clients et donc de faire rentrer l'argent, pendant que des stocks

Olivetti — Saint Gobain qui domine qui

Olivetti vient de publier le rappel des principaux accords et prises de participation passés depuis début 1980. Qui dit mieux ?

Janvier 1980 : Accord entre Olivetti Computer, d'une part, Hitachi et I.P.L. de l'autre pour commercialisation de leurs gammes dans divers pays européens.

Février 1980 : Accord Olivetti/Matra pour le développement en commun d'un télécopieur grande diffusion.

Mars 1980 : Accord Olivetti/Memorex pour une filiale (50/40) produisant des disques en Italie.

Avril 1980 : Entrée de Saint-Gobain dans le capital d'Olivetti.

Avril 1980 : Olivetti rachète 1/3 d'I.P.L. Systems.

Septembre 1980 : Olivetti rachète 12% de Docutel Corp. (Terminaux bancaires).

Septembre 1980 : Accord Olivetti/Northern Telecom pour la commercialisation de terminaux N.T. en Europe.

Octobre 1980 : Olivetti rachète 25% du capital de Syntrex Inc. (Traitement de Textes).

Février 1981 : Olivetti prend une participation de 10 M\$ dans Data Terminal Systems (Terminaux Point de Vente) et en absorbe la filiale allemande.

Mars 1981 : Accord Olivetti/Hermès Precisa International en vue de la prise de contrôle de H.P.I. par Olivetti qui céderait à H.P.I. sa filiale suisse.

Mars 1981 : Olivetti signe avec le Gouvernement Bulgare un accord de coopération pour la Bureautique.

Avril 1981 : un accord Olivetti Peripheral Equipment (OPE) et Irwin International prévoit la fabrication et la vente exclusive par Olivetti en Europe de disques magnétiques.

Mai 1981 : Olivetti acquiert 23% du capital de Compuscan (lecture optique).

Mai 1981 : Accord Olivetti/Savin en vue de l'acquisition par Olivetti de 30% du capital de Savin. Cette dernière fusionnerait avec Olivetti Corporation of America pour donner naissance à une nouvelle société « Savin Olivetti Corp. ».

considérables de machines non terminées s'entassaient dans la région d'Angers.

L'exercice de 1980 ne fut bénéficiaire que grâce à des acrobaties financières réalisées aux cours d'un mois de décembre « miraculeux » (vente du parc machine, crédit relais de la Société Générale), mais en réalité une partie du chiffre d'affaire 81 avait été incorporé au résultat de 80.

Une faiblesse congénitale

Ces difficultés ajoutées à la démolition

l'abandon d'Unidata et la fusion, sous les auspices du gouvernement français, de CII avec la compagnie Honeywell Bull. La nouvelle société, la CII-HB, est possédée à 53% par des intérêts français, dont la CGE et l'Etat français. Cette décision, précédée par l'une des plus extraordinaires valse-hésitations dont l'administration ait jamais donné le spectacle entre la solution européenne et la solution américaine, trouve son origine dans un conflit et une crainte. Le conflit, c'est celui qui, éternellement, oppose Thomson et CGE, qui se trouvaient ensemble dans le conseil d'administration de la CII. La crainte, c'est celle du gouvernement français de voir les deux partenaires étrangers d'Unidata, trop puissants, dominer la petite CII. Quoi qu'il en soit, s'il y a eu valse-hésitation pour les décisions stratégiques, l'intervention financière de l'Etat sera massive : une subvention globale de 1 200 MF pour la période 1976-80, plus quelques centaines de millions pour apurer les comptes de l'ex-CII, et une garantie de 4 milliards de francs de commandes publiques accompagnent la naissance de cette société franco-américaine.

Dans le domaine de la petite informatique, l'Etat ne lésine pas non plus. En 1977, il signe, avec Logobax, Pyral (supports-magnétiques), Sintro et Transac (terminaux), Intertechnique (mini-informatique), Benson (tables traçantes), ce que l'on appelle des contrats de croissance. Contre l'engagement de chaque entreprise de faire croître son chiffre d'affaires et son capital à des taux fixés, l'Etat accorde une subvention. L'équivalent de 111,7 millions de francs entre 1976 et 1979 seront ainsi versés.

extrait de *Mémoires volées*
J.H. Lorenzi, E. Le Boucher
éd. Ramsay

fondée sur le respect des personnes et le respect de la parole donnée.

Pour Honeywell, Smart qui avait été envoyé à Paris comme PDG par Général Electric, au lendemain de l'affaire Bull, se contente de déclarer que les intérêts d'HIS seront mieux protégés par un changement de direction. Brulé se souvenant sans doute que 13 ans plus tôt ce même Smart avait été le chercher chez IBM, tente en vain d'obtenir des explications. La révocation est alors prononcée par 6 voix pour (Saint-Gobain et HIS) deux voix contre (les représentants de la Compa-

La stratégie d'Honeywell

La stratégie tient compte des tendances naissantes dans le secteur de l'informatique. La part occupée sur ce marché par les min-ordinateurs, les terminaux, le logiciel et les services est de plus en plus grande, or c'est précisément vers ces produits que s'oriente notre société. La vaste clientèle internationale de Honeywell et de CII-Honeywell Bull sera la base de notre expansion future dans le secteur de l'informatique. La principale stratégie de Honeywell est d'offrir à ses clients actuels les moyens de se convertir à des systèmes nouveaux et plus puissants en tirant profit des investissements déjà effectués en logiciel.

Honeywell continue à investir fortement dans ce nouveau technologies pour le développement du matériel et du logiciel. En 1979, les frais d'études et de réalisations s'élevaient à 253 millions de dollars dans le secteur informatique, dont 128 millions ont été investis par CII Honeywell Bull pour les études techniques.

Dans les technologies de pointe, nos études concernent principalement les composants électroniques à semi-conducteurs et numériques, les fibres optiques, les nouveaux capteurs, les microprocesseurs, ainsi que l'architecture des systèmes informatiques et le développement du logiciel.

Edson W. Spencer
Président du conseil d'administration
20 Février 80

tégiques de développement de l'entreprise dans de nouvelles activités étaient soumises au bon vouloir des actionnaires ou à l'obtention de subvention de l'état. Les actionnaires CGE d'abord et Saint-Gobain ensuite et de l'autre côté HIS ayant refusé de procéder à des augmentations de Capital l'entreprise ne pouvait plus qu'attendre un financement public pour ses principaux projets (Bureautique, Gros ordinateur, réseaux). Là réside la véritable cause de l'échec de Brulé, avoir imaginé les accords de fusion qui le ligotaient, qui soumettaient le développement de l'entreprise aux intérêts stratégiques des actionnaires, les mêmes qui par la grève des investissements productifs sont à l'origine des difficultés industrielles et logistiques que l'on sait.

C'est sur cette faiblesse des investissements productifs qu'a trébuché Brulé, l'outil industriel dont dispose CII-HB n'est pas capable de s'adapter à la conjoncture; d'accélérer et de freiner sans créer des stocks considérables et donc un endettement croissant.

L'obstacle Olivetti

Mais parallèlement un grave conflit se développe avec Saint-Gobain à propos d'Olivetti. Fin 80, Brulé, qui avait toujours par des voies, qu'il qualifie lui-même de complexes, cherché à préserver la personnalité de l'entreprise par un savant jeu de balance entre les actionnaires, n'a pas vu venir le coup. Saint-Gobain qui 6 mois plus tôt avait pris pied dans le capital de la Compagnie des machines Bull, en prend le contrôle à 51% et par là même celui de CII-HB, sans bourse délier.

Le coup est assez joli; Saint-Gobain fusionne sa participation à 20% dans le capital d'Olivetti détenue par Cadamas avec la Compagnie des machines Bull et passe ainsi de 20 à 51%, le tour est joué. L'actionariat de CII-HB cesse d'être dispersé, les difficultés commencent. La partie va se jouer, comme un drame classique, en trois actes.

Acte I

• Le mariage à trois

A partir d'avril 80 l'alliance Saint-Gobain-CII-HB est devenue un ménage à trois: derrière Saint-Gobain il y a Olivetti. Si Saint-Gobain n'a aucune expérience de l'informatique Olivetti par sa taille et son dynamisme constituait d'emblée un obstacle au développement de CII-HB dans les marchés de la « nouvelle informatique ». La société italienne, en vendant des machines à écrire dans le monde entier et en pratiquant vis-à-vis de son personnel une politique paternaliste à la Michelin, à acquis sous la direction de Carlo Benedetti une position enviable dans

le domaine des disques souples et des petites imprimantes, alors qu'elle dispose d'un réseau commercial inégalé pour la distribution des matériels Bureautique. L'affaire est devenue tout de suite passionnelle. Au lieu d'établir entre elles une coopération, comme le voulait Saint-Gobain, pour rentabiliser au mieux les investissements et éviter les doubles emplois; les deux rivales ont développé chacune leur station bureautique, leurs disques, leurs imprimantes etc.

Un accord aurait peut être été possible s'il y avait eu des contreparties mais chacun avait des doutes sur les intentions réelles de l'autre. Pour éviter les risques de dépendance vis-à-vis d'Olivetti Brulé refusa toutes les formules de coordination et d'interdépendance proposées par Saint-Gobain. Avec quelques raisons sans doute car c'est dans Olivetti véritable base pour la conquête du marché mondial de la Bureautique que Saint-Gobain investissait, laissant à CII-HB une grande et moyenne informatique vouée à la stagnation. Olivetti n'offrit même pas les dédomagements attendus par l'écoulement des imprimantes et des disques CII-HB sur son réseau. En avril 81 il signait avec la firme américaine IRWIN un accord pour la fabrication et la vente en Europe des disques magnétiques.

En mars 81 il y avait toujours 1 milliard de francs à attribuer mais on ne savait plus à qui: CII-HB, Saint-Gobain, Olivetti? Saint-Gobain pour pouvoir récupérer la subvention s'engageait à « améliorer » le dossier. De là à penser que Saint-Gobain voulait en réalité donner les crédits de l'Etat français à Olivetti, interdire à CII-HB le développement de la station bureautique, et limiter le champ d'action de CII-HB en l'excluant d'un domaine à forte croissance ce n'y avait qu'un pas. Ce fut la conviction de J.P. Brulé en avril-mai; Olivetti roulait dans la farine le gouvernement français et Saint-Gobain. Mais le pouvoir était en train de changer de main...

Acte II

• L'argent du CODIS

Ce Comité d'Orientation Des Industries Stratégiques siègeait auprès de R. Barre pour distribuer des subventions visant à favoriser le développement d'industries d'avenir; « stratégiques » par le rôle qu'elles jouent sur la balance du commerce extérieur et la création d'emplois en France. La bureautique en faisait partie. Mi 80 CII-HB y dépose un dossier et bientôt J.P. Souviron — secrétaire du CODIS — fait savoir que CII-HB sera retenue avec la Thomson et la CGE. Mais malgré tout son entêtement auprès du pouvoir giscardien la direction de CII-HB ne touchera jamais les 500 millions de subventions et 450 millions de prêts du FDES en 5 ans, en contre partie de l'engagement de créer 3000 emplois et

vation croissante des équipes techniques due à une politique sociale autoritaire et restrictive ne constituait que le symptôme d'un mal plus grave: la faiblesse congénitale de l'entreprise due aux conditions dans lesquelles fut effectuée l'absorption de la CII par la Bull.

• Les accords de fusion avec Honeywell instituaient la dépendance de l'entreprise vis-à-vis des américains sur le plan technologique, économique (par le biais de prix de transfert léonins HIS fait 20% de bénéfice sur les produits qu'il vend à CII-HB, alors que celle-ci n'a le droit qu'à 7%) et commercial (CII-HB fait 60% de son chiffre d'affaire avec les produits qu'elle importe d'HIS et en 80 le déséquilibre de la balance des échanges a été de 230 millions de francs).

• Sur le plan humain la fusion a été un échec les « vainqueurs » s'étant efforcés de réduire à néant tout le potentiel d'étude venant de la CII. Les deux parties campent toujours dans l'entreprise sur leurs positions.

• La structure financière instituée au moment de la fusion prévoyait la division de l'entreprise en deux (la société française et la société internationale pour échapper à la nationalisation) et diminuait par là la capacité de l'entreprise à s'endetter pour financer sa croissance. Toutes les décisions stra-

de diminuer de moitié le déficit du commerce extérieur dû à l'importation de matériels bureautiques. Sans doute Saint-Gobain était-il mieux introduit au CODIS que CII-HB, car le dossier fut dit-on transmis à Olivetti pour étude et amélioration. On considérait que le projet de CII-HB était irréaliste : on ne crée pas, ex nihilo, un réseau commercial Bureautique.



— Je ne donne pas ma démission....

Acte III Le détonateur Logabax

Fin avril, Roger Fauroux avait décidé de porter le fer dans la plaie en proposant lors de la séance du conseil d'administration du 21 mai le remplacement de J.P. Brulé par le PDG de Pont à Mousson (J.L. Beffa), ainsi que des modifications de structures (établissement de CII-HB ?) permettant la « coordination » souhaitée avec Olivetti.

L'élection du 10 Mai l'obligea à différer son plan, mais peu après, le 1^{er} juin, Logabax déposait son bilan. L'affaire Logabax devenait un test de la politique qu'allaient mener les socialistes (le nouveau ministre Pierre Joxe) dans le domaine de l'informatique et sur la manière dont ils comptaient aborder une nationalisation inscrite dans leur programme — Allaient-ils comme l'a écrit l'intersyndicale laisser à Logabax se développer une « nouvelle affaire Bull ».

Cette ancienne valeur montante de la mini-informatique française rencontrait, en effet, des difficultés tout à fait classiques.

— Marché insuffisant, erreur stratégique dans la vente des mini-ordinateurs (réseau commercial trop coûteux pour être supporté par des produits de faible valeur), vieillissement des produits.

— Capitaux propres insuffisants pour financer la croissance; endettement excessif.

— Politique restrictive et manœuvres financières des actionnaires (Electrobel puis Intertechnique).

Sa principale valeur c'était ses clients et notamment le fabuleux marché des 10 000 micros de l'éducation nationale.

Tout cela se chiffrait par des pertes sur plusieurs exercices, qui atteignaient, en 1980, 177 millions de francs, soit près du tiers du chiffre d'affaire de l'année.

Pour le gouvernement l'affaire était grave 2000 emplois et le risque de devoir en supprimer 10 000 dans la sous-traitance.

Deux plans de sauvetage étaient mis en avant. Le plan Dumas (l'ancien PDG) qui impliquait la suppression de 770 emplois, la fermeture des filiales européennes et l'arrêt du département graphique. Le plan de l'intersyndicale qui demandait aux pouvoirs publics de maintenir Logabax « le temps nécessaire à l'élaboration d'un plan mini-informatique pour la France ».

Le gouvernement socialiste ne voyait pas la chose de cette façon, maintenir les emplois à Logabax déclarait-on au ministère de l'Industrie coûte trop cher. Aussi Pierre Joxe appliqua-t-il une vieille méthode éprouvée par les anciens gouvernements : il fit appel aux industriels privés. Il s'en présenta deux. R. Fauroux pour Olivetti et Saint-Gobain, J.P. Brulé pour CII-HB.

Le 12 juin le PDG de CII-HB avait rendez-vous avec Pierre Joxe pour y présenter un projet issu du plan Dumas mais avec les crédits du CODIS. La veille Saint-Gobain fit savoir au ministre que ce projet n'avait pas le soutien du principal actionnaire. Le rendez-vous fut annulé.

Le 30 juin la solution Saint-Gobain triomphait au ministère de l'Industrie.

— Création d'une nouvelle société Logabax (pour reprendre les actifs et pas les pertes) contrôlée à 65% par Olivetti et à 35% par Saint-Gobain par

l'intermédiaire de la Compagnie des Machines Bull. La gestion de la société était confiée à Olivetti qui s'engageait à ne pas transférer la production en Italie. En contrepartie les pouvoirs publics autorisaient 450 licenciements et considéraient la nouvelle société italienne comme une entreprise française pour l'attribution des marchés publics. Le journal *Le Monde* approuvait le lendemain « cette solution qui permettra de maintenir, en France dans un cadre plus européen, une activité importante dans la bureautique et la mini-informatique ».

Cette décision dictée par des considérations financières n'est pas neutre sur le plan industriel car elle laisse supposer que les socialistes approu-

Saint-Gobain : le redéploiement

Cet engagement dans l'informatique est assurément le fait marquant de la stratégie du Groupe. Comment s'explique-t-il ?

Les études faites depuis plusieurs années avaient montré qu'il fallait vraisemblablement s'attendre, au moins dans les prochaines années, à une certaine stagnation des principaux marchés du Groupe.

Deux politiques étaient alors possibles. L'une défensive, conduisant inéluctablement à un certain repli à terme. L'autre offensive, le Groupe cherchant à faire une percée sur les marchés où il y a encore de la place.

Cette deuxième solution correspondait mieux à la vocation et aux impératifs du Groupe. La longue histoire des sociétés dont il est issu montre en effet un attachement constant au développement des technologies, une recherche de la nouveauté, un goût des métiers nobles.

Compte tenu de sa taille, le Groupe ne peut agir qu'à partir d'un très important. Des diversifications dans des affaires de petites dimensions, si elles peuvent être intéressantes technologiquement ou commercialement, sont insuffisantes pour modifier son rythme de croissance et ses perspectives d'avenir.

Or, l'industrie a besoin, pour vivre, d'une certaine expansion. Le Groupe a donc cherché la sienne dans une branche encore en formation, celle de l'électronique, avec ses dérivés, l'informatique et la bureautique. Il a ainsi renforcé sa base française, tout en conservant sa vocation internationale.

Le Groupe se préoccupe maintenant de la coordination de l'ensemble ainsi créé. Il s'agit, pour les sociétés qui en font partie, de tirer avantage de leur complémentarité, à la fois par une répartition d'eux-mêmes investissements, de leur programme d'études ou de fabrication et par des actions communes.

Francis Mer,
directeur de la politique industrielle

vent implicitement la stratégie de Saint-Gobain et qu'ils la laisseront s'épanouir dans la nationalisation. Logabax étant une société d'informatique, la ligne de partage CII-HB/Olivetti est modifiée au profit d'Olivetti.

Après l'acquisition d'Hermès (avec l'argent de Saint-Gobain) Olivetti se trouve avec Logabax considérablement renforcé sur le marché français. Pour finir, on ne voit pas comment cette décision va dans le sens d'une maîtrise nationale de l'outil industriel.

Après ce dernier épisode il ne restait plus qu'à signifier à Brulé son congé.

Anatomie d'une crise des plus classiques

Il y a dans les remous qui agitent l'informatique en France un aspect structurel qui répète bien des aspects des crises précédentes. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que celui qui dynamita la CII en 75, se retrouve 6 ans plus tard dans la situation d'être dynamité. CII-HB est aujourd'hui au 8^e rang des firmes mondiales de l'informatique et à la 1^{ère} place européenne juste devant ICL. De 76 à 80 le taux de croissance du chiffre d'affaire a été de 25% par an et le chiffre d'affaire a atteint en 1980 le chiffre de 6 milliards. La firme a dégagé des bénéfices en 79 de 210 millions et de 115 millions en 80. Mais si ce résultat a été obtenu grâce à d'importants gains de productivité, il doit beaucoup à un marché particulièrement porteur et à l'aide

des pouvoirs publics, il dissimule mal la dépendance technologique accrue de l'entreprise, son inarticulation industrielle. Certes CII-HB n'est pas qu'un simple sous-traitant, elle dispose d'un budget d'étude important mais la tutelle technologique va en s'affirmant. En haut de gamme les matériels proposés le 66 puis le DPS 7 viennent de Phoenix-Arizona. En bas de gamme CII-HB commercialise massivement le MINI 6 qui vient lui aussi des Etats-Unis. La gamme DPS 7 qui doit prendre la succession des 64 et des vieux IRIS démarre très lentement tant en raison du retard accumulé que du fait que les « gros-moyens » ne relèvent pas d'un créneau de marché en expansion rapide.

Dans la bureautique et les micros les possibilités d'action de CII-HB ont été limitées d'abord par la CGE ensuite par Saint-Gobain.

Coïncée entre la pression concurrentielle de son partenaire américain dans le domaine des ordinateurs et bloquée par l'action des intérêts de Saint-Gobain et d'Olivetti, CII-HB a vu au cours des dernières années sa capacité industrielle s'affaiblir par insuffisance d'investissement, d'intégration, de diversification et de renouvellement. Il est significatif de voir qu'entre 75 et 80 malgré le privilège des commandes publiques, CII-HB ait moins profité du recul relatif d'IBM que les autres firmes du cartel américain comme UNIVAC, NCR, BURROUGHS. Dans la bataille technologique commerciale et financière en cours face à la contre offensive d'IBM

et à la concurrence des japonais et des firmes californiennes la situation de CII-HB apparaît comme fragile et incertaine et il a suffi d'un simple retournement de tendance sur le marché pour que cette situation devienne très sérieuse. La bataille d'aujourd'hui a déjà mis à mal des firmes apparemment solides comme ITEL, Siemens et ICL. CII-HB n'apparaît plus capable de la livrer seule. C'est cette situation singulièrement affaiblie que Saint-Gobain constate aujourd'hui et intègre dans sa stratégie. On retrouve dans cette crise tous les paramètres des crises précédentes mais dans une conjoncture tout à fait nouvelle.

- La politique de prédation et de spéculation des actionnaires.
- L'insuffisance de capitaux propre et son corollaire l'endettement.
- L'absence de diversification et de renouvellement des produits.
- L'incapacité d'affronter la concurrence et la stagnation des parts de marché, accompagnées d'erreurs de stratégie techniques et commerciales.
- Une crise d'organisation et de gestion due au sous investissement.
- L'effet de structure de l'échec des restructurations précédentes qui à chaque étape ont accru la dépendance de l'informatique française vis-à-vis de l'extérieur, et qui la placent progressivement dans une situation de soustraction ou d'intermédiaire.

Le grand prédateur

« Plus le contrôle capitaliste est

La stratégie de Saint Gobain

Saint Gobain a des ambitions mondiales qui concernent toutes les méthodes de traitement de l'information pour cela il faut réaliser la coordination et l'interdépendance des éléments que Saint-Gobain a rassemblé autour de lui (Eurotechnique, CII-HB, HIS, Olivetti, Logabax, et demain sans doute une entreprise d'autocommutateurs). Pour que le jeu soit jouable il faut allouer les ressources le mieux possible. Pour avoir une ambition mondiale, il faut qu'il n'y ait qu'une seule politique.

Paramètres du domaine informatique et bureautique.

— Il faut un budget Recherche-et-Développement au dessus d'une taille critique que CII-HB n'a pas encore atteinte. Sans viser celui d'IBM (1,5 milliards de dollars), il faut accroître de façon significative ce budget en utilisant toutes les compétences de CII-HB mais de plus en les coordonnant avec d'autres compétences.

— La bureautique n'est pas fondamentalement différentes de l'informatique mais son marché a deux caractéristiques :

a) un marché spécifique qui nécessite un réseau commercial que CII-HB n'a pas mais qu'Olivetti a.

b) et un deuxième marché qui passe par celui des clients en informatique actuels que CII-HB possède.

Circuits Intégrés. Un constructeur doit concevoir et produire ses propres CI, mais le groupe Saint-Gobain ayant déjà une unité de développement et de production, l'optimisation, au niveau groupe, consiste à utiliser ces moyens.

Autocommutation. Les autocommutateurs joueront un rôle important dans l'informatique et la bureautique ce qui doit conduire à bâtir des liens entre : Autocom., CII-HB et Olivetti.

Conséquences stratégiques :

1- au niveau industriel, conception et fabrication des produits.

* CII-HB a la responsabilité de tous les produits à partir et au-dessus du MINI-6, ce qui entraîne pour Olivetti l'abandon de ses projets dans ce domaine et de ses accords passés ou à passer avec d'autres constructeurs.

* CII-HB a la responsabilité des disques magnétiques durs, Olivetti celle des disques souples.

* Olivetti a la responsabilité du matériel bureautique, ce qui entraîne l'abandon des accords CII-HB-CPT, mais les matériels Olivetti seront compatibles DSA.

* Olivetti a la responsabilité des petites

imprimantes, CII-HB conservant celle des imprimantes rapides.

* En ce qui concerne les « micros », la responsabilité reste aujourd'hui à R2E et Logabax.

2- au plan commercial.

Principe : Le mieux placé développe un produit mais chacun commercialise l'ensemble des produits dans le cadre de son marché. La compatibilité DSA permettra de faire évoluer les clients.

* L'informatique à partir du MINI-6 sera commercialisée par le réseau CII-HB, ce qui entraîne l'apport à CII-HB de la part d'Olivetti de son propre marché des minis.

* La commercialisation des machines de traitement de texte (en dessous du niveau MINI-6) en « stand alone » sera assurée par le réseau Olivetti. Par contre, dans le cadre de machines s'intégrant dans un réseau (et en particulier DSA) la commercialisation de ces matériels sera assurée par CII-HB. Ceci correspond au besoin d'un réseau technico-commercial d'appui informatique auprès de la bureaucratie.

* Logabax commercialisera les MINI-6 et le MICRAL.

Francis Mer
juillet 81

centralisé et plus il regroupe un cash-flow venant du cycle de mise en valeur multiples, plus il dispose d'une arme puissante dans la concurrence pour accroître son pouvoir de disposition». R. Aglietta Régulation et crises du capitalisme p. 193.

C'est le cas de Saint-Gobain implanté dans les branches très diverses et dans le monde entier, qui a décidé en 80 d'élargir l'espace de valorisation du capital accumulé dans les secteurs traditionnels en opérant un « tournant informatique ».

En 1980 Saint-Gobain c'est 43 milliards de chiffre d'affaire

2200 millions de frs de résultats d'exploitation

3 000 millions de frs d'autofinancement

880 millions de frs de bénéfice net rapporté aux capitaux investis la rentabilité industrielle a atteint 22% en 80. L'entrée du groupe dans l'informa-

tique a représenté un investissement total de 1,5 milliards de francs. 260 millions pour l'acquisition des technologies de l'américain National Semi Conductor, actionnaire à 47% de l'usine de fonderie de Silicium et de fabrication de composants MOS que Saint-Gobain a implanté à Aix en Provence. 225 millions de francs pour l'acquisition des actions de la CGE dans la Compagnie des Machines Bull.

900 millions de francs pour devenir actionnaire d'Olivetti à 20%.

Avec cette mise initiale Saint-Gobain s'est assuré en moins de deux ans le contrôle de CH-HB, de Logabax, la création d'Eurotechnique et il a « planté ses crocs dans le dos d'Olivetti et rien même pas une nationalisation ne parviendra à lui faire lâcher prise » (R. Fauroux juillet 81).

Mais il est clair que pour poursuivre sa conquête de la filière électronique par l'acquisition de positions dans la

Bureautique, les autocommutateurs et les fibres optiques. Saint-Gobain aura besoin d'un important appui financier sur fonds publics. Il y a déjà le milliard du CODIS, mais ce n'est pas suffisant. Et ceci expliquant sans doute cela. Saint-Gobain a l'air d'accepter sans broncher une nationalisation qui lui permettrait de bénéficier d'investissements d'Etat. Y aura-t-il dans ce cadre coincidence entre la planification stratégique de Saint-Gobain et la planification de Michel Rocard ? C'est une autre histoire qui n'est pas encore écrite, car ce qui est bon pour Saint-Gobain n'est pas forcément bon pour la France socialiste. Cela fera l'objet d'un prochain article portant sur la nationalisation de l'informatique. Pour l'instant avec 1,5 milliards de mise Saint-Gobain vient de gagner la partie de Monopoly, mais il doit être nationalisé en septembre...

Eric Braine juillet 81

